



Une maison familiale louée par l'Etat sert de tribunal. Les justiciables doivent s'adapter. Deux avocats évoquent des conditions de travail éprouvantes. Reportage.

19 novembre, 12:47. Non loin de Waney 91, sur la grand-rue de la commune-dortoir de Carrefour, le ciel étale une longue toile grise. L'air est humide. Les gaz d'échappement des automobiles circulant dans les deux se mêlent à une odeur de fumée ocre.

En face, une grande maison, dont la peinture blanche noircie par l'usure du temps, abrite le tribunal de paix. Dans la cour, des hommes, des femmes et des enfants accompagnés ou non de leurs parents font le pied de grue.

Des proches déboussolés

Certains, l'air anxieux, ont la mine triste. Astrel Jean, la trentaine, pantalon Jeans délavé et chemise à carreaux, est venu suivre le jugement de sa mère. Celle-ci a porté plainte contre son locuteur pour agression physique suivi de blessures. Astrel est posté dehors.

Sa petite sœur tout aussi inquiète est à ses côtés. Au bord des larmes, son regard affiche une profonde détresse. Comme son frère, son esprit est dans la salle d'audience où tout se jouera ce lundi.

« Nous ne savons pas, si nous obtiendrons [justice](#) . Car ici, ce sont ceux qui ont de l'argent qui gagent les procès », affirment Astrel d'une voix lugubre.

Tout, sauf le confort

Sous la galerie du bâtiment, un employé du tribunal est assis sur une longue table sur laquelle les visiteurs doivent déposer une pièce d'identité avant de longer le long couloir qui mène au cœur du tribunal. Neuf bureaux étroits et sans éclairage pour chaque juge.

Dans une salle attenante séparée par une cloison métallique, un juge assis est entouré d'avocats debout. De l'autre côté de ce séparateur, quelques rares parents des accusés et des curieux. Ça bavarde. Ce chahut se mêle à l'interrogatoire du juge.

Des avocats remontés

Ici la chaleur se mêle à l'absence d'aération, au bruit. Ce qui pousse certains magistrats à hausser la voix. Les avocats, jeunes pour la plupart, transpirent dans leur veste sombre. Des promeneurs internes sillonnent les couloirs, d'un bureau à un autre.

« On a une culture d'adaptation. Même quand c'est inacceptable, on l'accepte », explique Me Enorsch, qui ajoute ne pas comprendre qu'une commune de la taille de Carrefour ait un seul tribunal, sans infrastructure, ni électricité. Pour lui, ce sont des images du Moyen Age.

« Nous avons besoin d'une autre mentalité, d'avocats qui n'acceptent pas n'importe quoi. Le changement est possible et concerne tous les corps du pays », constate-t-il.

Me Phaïton est un habitué de ce lieu de plaidoirie. Il se dit favorable à l'insertion par les décideurs dans le budget national, d'un programme pour les différents tribunaux. Il prône un

changement radical dans le fonctionnement des tribunaux.

« Procéder à ces changements tant attendus, tant par les justiciables que par les avocats. En agissant ainsi, ce sera droit. ».

13 : 47. La chaleur augmente. La foule grossit dans la cour. La maman d'Astrel Jean le rejoint dehors. Rien n'a encore été décidé dans ce labyrinthe. A pas feutrés, des « [raquetteurs de tribunaux](#) » déambulent et parlent à des proches de justiciables.

Ils en repartent et atterrissent dans les couloirs internes. Ceux qui attendent à l'extérieur semblent toujours dans la tourmente. Loin de savoir quel sort sera réservé à leurs proches. La journée d'attente n'est pas terminée. Les inquiétudes aussi.

Belmondo Ndengué

bndengue@yahoo.com

twitter : @superbelmond